

L

La chute de la commande publique en BTP pourrait coûter 2 points de croissance en 2009

Des travaux publics de grande envergure sont en cours d'achèvement ou vont s'achever en 2009 (au premier rang desquels la route des Tamarins). De plus, des projets de constructions publiques (Zénith, pôle Océan...) ont subi des abandons ou des reports. Au total, d'après les estimations de l'ledom et de la CERBTP**, la baisse de la commande publique dans le BTP hors logements sociaux s'élèverait à 325 millions d'euros en 2009 par rapport à 2008 (- 36 %). Si le ralentissement se confirmait, l'activité dans les travaux publics pourrait retrouver un niveau proche de 2005, date de début du dernier cycle de grands travaux.

Les estimations de la baisse de la commande publique doivent néanmoins être considérées avec prudence. La mobilisation des donneurs d'ordre publics (État, Région, Département, communes et structures intercommunales), en particulier au travers du plan de relance de l'État, devrait en effet se traduire par une accélération du lancement de nouveaux chantiers, mais également de la réalisation des chantiers déjà en cours. Compte tenu des délais de démarrage effectif, le lancement de

Impact de la baisse de la commande publique en BTP sur les grands agrégats

	Scénario central : maintien de 66 % des revenus
PIB	- 2,0 %
FBCF*	- 8,4 %
Consommations intermédiaires	- 2,9 %
Consommation des ménages	- 0,6 %
Masse salariale	- 1,7 %
Production	- 2,4 %
Imports	- 1,7 %

Source : Insee, comptes rapides.

* FBCF : Formation brute de capital fixe : notion de comptabilité nationale correspondant aux investissements.

** cellule économique régionale du BTP.

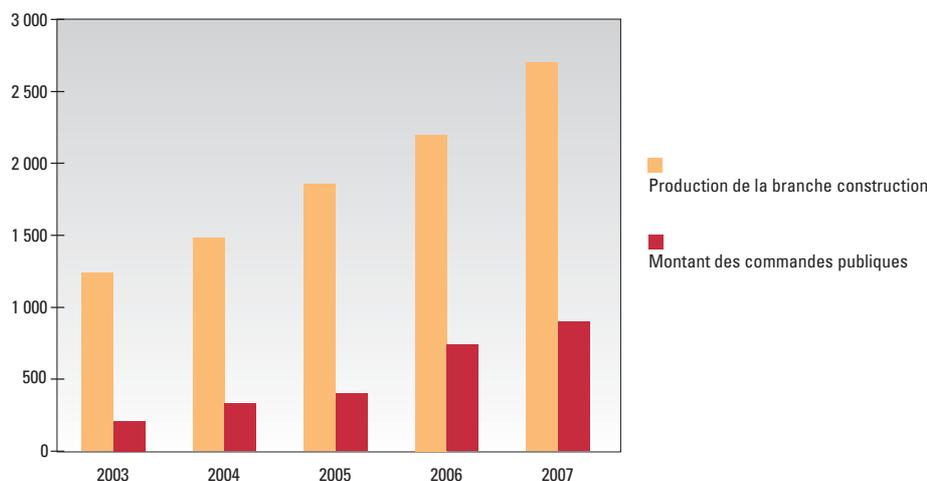




BTP

BTP

Évolution parallèle des commandes publiques et de la production de la branche construction (en millions d'euros)



Sources : Production construction : Insee, comptes définitifs (2003-2005), comptes rapides (2006-2007)
Montant des commandes publiques : ledom.

nouveaux chantiers pourra difficilement inverser de façon significative la tendance prévue pour 2009.

Des simulations ont été réalisées pour mesurer l'impact de cette baisse de la commande publique sur l'ensemble de l'économie réunionnaise en 2009. L'onde de choc provoquée par la baisse d'activité dans le BTP se transmet à l'ensemble de l'économie par deux canaux :

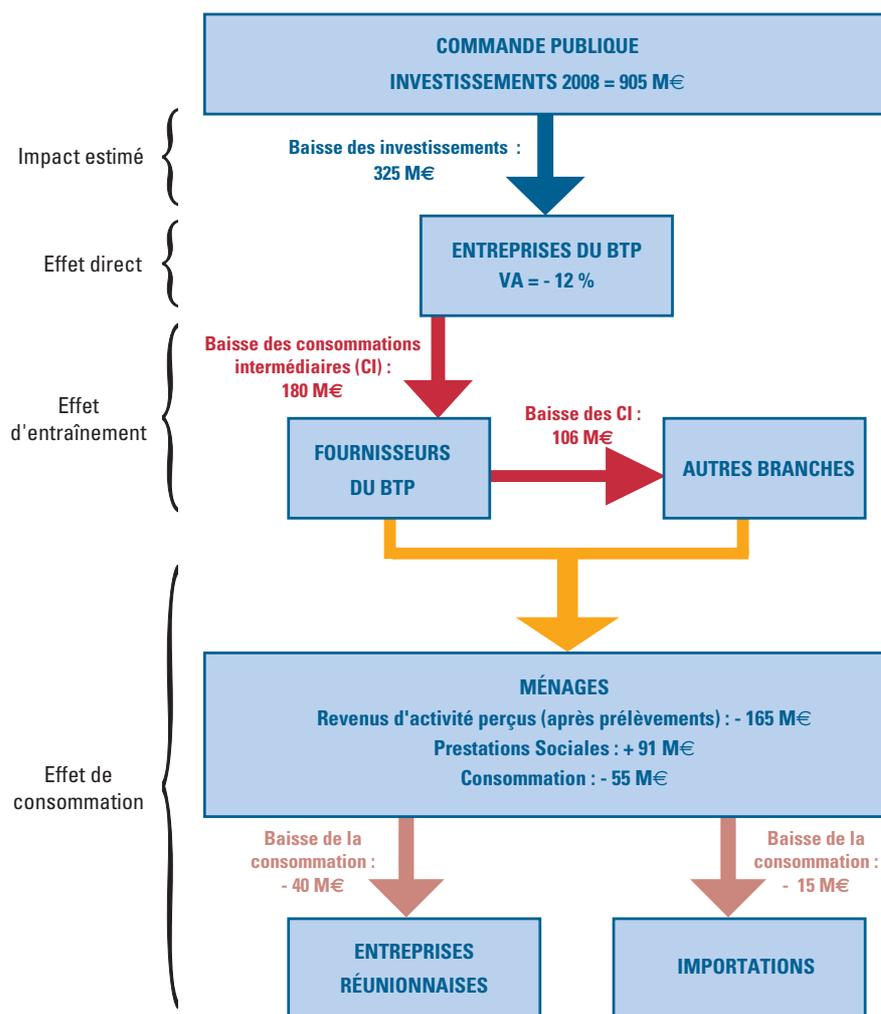
- Les entreprises de construction, touchées par la baisse d'activité, réduisent leurs achats de consommations intermédiaires à destination de leurs fournisseurs. Ces derniers sont contraints, à leur tour, de réduire leur production, et donc leurs consommations intermédiaires, entraînant un effet en cascade.

- Du fait de la baisse de leurs revenus, conséquence des pertes d'emploi, les ménages consomment moins. La réduction de la demande adressée aux producteurs concernés pousse ces derniers à réduire également leur masse salariale, amplifiant l'effet de la baisse des revenus.

La chute de la commande publique dans le BTP entraîne une baisse de la production de l'ensemble des branches de 550 millions d'euros (- 2,4 %), 225 millions d'euros de plus que l'effet initial. L'activité économique, mesurée par le PIB, est ainsi en retrait de 2 %, soit près de la moitié de la croissance enregistrée en 2007.

Comme 60 % des investissements de La Réunion sont réalisés dans la construction, la baisse des commandes publiques en BTP fait baisser l'investissement de 8,4 %. Du fait

L'effet en cascade de la baisse des commandes publiques sur l'économie de La Réunion



Les simulations ont été réalisées à l'aide de la maquette de l'économie de La Réunion qui est à la base des comptes rapides et en particulier des comptes 2008.

Scénario central : 325 millions d'euros de baisse des investissements dans la construction, 66 % de maintien des revenus des ménages.



BTP

BTP

Nombre d'emplois menacés en fonction des scénarios d'évolution du revenu des ménages touchés par la baisse d'activité

Branches	50 % de revenus de remplacement	66 % de revenus de remplacement	80 % de revenus de remplacement
Construction	2 400	2 400	2 400
Autres branches	1 700	1 500	1 200
TOTAL	4 100	3 900	3 600

Source : Effectifs : Insee-Clap 2006
VA : Insee - comptes rapides

Lecture : Dans le scénario central, le nombre d'emplois détruits dans les branches autres que la construction serait de 1 500.

du repli de la consommation des ménages et de la commande des entreprises, les importations baissent de 1,7 %, limitant ainsi l'effet sur le PIB.

La baisse de la construction et des consommations intermédiaires coûte 1,6 point de croissance

Le secteur du BTP a un effet d'entraînement important sur le reste de l'économie réunionnaise. Pour produire, il doit acheter l'équivalent de 50 % de la valeur de sa production à d'autres entreprises sous forme de consommations intermédiaires. Ce niveau élevé explique l'ampleur de la diffusion aux autres branches de l'économie de La Réunion. Sous ce seul effet d'entraînement, les consommations intermédiaires décroissent de 2,9 %. Ajoutée à la baisse d'investissement initial dans la construction, la réduction d'activité dans les autres branches réduit le PIB de 1,6 %.

Les branches les plus touchées sont les industries de produits minéraux, dépendantes à 60 % des achats de la branche cons-

truction. Leur valeur ajoutée baisse de 9,1 %. Les autres industries de biens intermédiaires se replient de 4,3 %. Le secteur du BTP étant fortement utilisateur d'emplois par intérim, l'activité des entreprises de services aux entreprises recule de 2,0 %.

La réduction du revenu des ménages entraîne une baisse supplémentaire de 0,4 % point

La baisse de la valeur ajoutée des entreprises entraîne la baisse de la masse salariale de 1,7 %. Dans le scénario central où la chute des salaires est compensée à 66 % par la hausse des allocations chômage et des prestations sociales, la réduction de la consommation des ménages est de 0,6 %, contre une baisse de 1,8 % si ces mesures n'existaient pas. Toutes choses égales par ailleurs, la consommation fléchit dans la même proportion. L'impact sur le PIB est de - 0,4 %. Les secteurs les plus touchés sont ceux liés à l'alimentation : production de viande et de lait, la pêche et, à un degré moindre, les autres industries agroalimentaires.

Près de 4 000 emplois menacés

L'emploi pâtira de cette baisse d'activité sans que l'on puisse le mesurer précisément. L'ajustement des effectifs à l'activité n'est pas mécanique surtout si les entrepreneurs anticipent une reprise des travaux publics en 2010 (tram-train...).

En supposant que les chefs d'entreprises réduisent leurs effectifs salariés en proportion de la baisse d'activité, la baisse du nombre d'emplois serait d'environ 3 900 dont 2 400 dans la construction et 1 500 dans les autres branches. Sans revenus de remplacement, 700 emplois supplémen-

taires seraient menacés, notamment sur les activités à faible valeur ajoutée par salarié (commerce, services aux entreprises).

Enfin, il est utile de souligner qu'une part importante des effectifs du BTP concerne le bâtiment et notamment les constructions privées qui ne sont pas étudiés dans cette note. Leur évolution sera déterminante en 2009. ♦

Samuel DEHEEGER
Insee Réunion

Un scénario central et deux variantes

La baisse de l'activité dans les travaux publics est relativement prévisible, du fait de l'inertie liée à cette activité et notamment à la nécessité d'études préalables, de contraintes juridiques... La baisse de revenus des ménages entraînée par cette baisse d'activité est plus sujette à caution. Les salariés ayant perdu leur emploi bénéficieront de revenus de remplacement (allocations de chômage...). Des études ont été menées en métropole pour estimer la baisse de revenu des personnes dans cette situation. En moyenne, leurs revenus chutent d'un tiers, ce qui constitue l'hypothèse du scénario central¹.

Afin de consolider les résultats, deux variantes encadrant cette hypothèse ont été étudiées : la première se base sur une baisse de 50 % des revenus des

personnes ayant perdu leur emploi, la deuxième sur une baisse de 20 %. Les conséquences macro-économiques de ces deux variantes sont limitées : plus ou moins 0,1 point en ce qui concerne l'ensemble de la masse salariale distribuée par rapport au scénario central ainsi que sur le PIB.

Le ralentissement économique a d'autres effets sur le comportement des ménages. Certains auteurs estiment que l'incertitude pousse les ménages à épargner, d'autres soulignent au contraire qu'ils puisent dans leur épargne pour maintenir leur niveau de vie en cas de baisse de leurs salaires. La solution retenue a été de garder le taux d'épargne et la répartition budgétaire des ménages stable dans tous les scénarios.

¹ Voir sur ce sujet l'article de Pascale Breuil-Genier, paru au numéro 348, d'économie et statistiques, Variations des revenus individuels entre périodes de chômage et d'emploi consultable à l'adresse suivante :
<http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg id=0&id=739>